



# ACCORD-CADRE DE L'ÉTAT

établi en application de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

## PROJET

**Cahier des clauses administratives particulières**  
n° 23M80144 du 10/12/2024

### **Objet de l'accord-cadre :**

Renouvellement du parc des cabines de peintures et des laboratoires de préparation au profit du maintien en condition opérationnelle des matériels terrestres (MCO-T).

**Lot n°1 :** Démantèlement (démontage et enlèvement) des cabines de peintures existantes et de laboratoires de préparation au profit du maintien en condition opérationnelle des matériels terrestres (MCO-T)

**Lot n°2 ; :** Acquisition et installation des cabines de peinture et de laboratoires de préparation au profit du maintien en condition opérationnelle des matériels terrestres (MCO-T).

## Sommaire

<b>Article 1.</b>	<b>Documents contractuels .....</b>	<b>3</b>
<b>Article 2.</b>	<b>Objet et validité de l'accord-cadre .....</b>	<b>3</b>
4.4.1.	Objet de l'accord-cadre .....	3
4.4.2.	Durée de validité de l'accord-cadre .....	3
4.4.3.	Etendue de l'accord-cadre.....	4
<b>Article 3.</b>	<b>Modalité de détermination des prix des marchés subséquents .....</b>	<b>5</b>
3.1.	Nature des prix.....	5
3.2.	Unité monétaire .....	5
3.3.	Date d'établissement des prix .....	5
3.4.	Régime des prix.....	5
<b>Article 4.</b>	<b>Conditions de paiement des marchés subséquents.....</b>	<b>7</b>
4.1.	Avance.....	7
4.2.	Acompte .....	7
4.3.	Solde.....	8
4.4.	Conditions d'envoi des factures .....	8
4.5.	Délai global de paiement .....	9
<b>Article 5.</b>	<b>Délais des marchés subséquents des lots n°1 et 2....</b>	<b>10</b>
5.1.	Délais .....	10
5.2.	Date de début d'exécution.....	10
5.3.	Définition des délais.....	10
5.4.	Prolongation du délai d'exécution – sursis.....	10
4.4.4.	Pénalités de retard.....	11
<b>Article 6.</b>	<b>Modalités d'attribution des marchés subséquents ...</b>	<b>12</b>
6.1	Généralités.....	12
6.2	Respect des engagements indiqués dans l'accord-cadre .....	12
6.3	Visite des sites où seront exécutés les prestations des marchés subséquents.....	12
6.4	Aléas techniques.....	13
<b>Article 7.</b>	<b>Conditions d'exécution des marchés subséquents ...</b>	<b>14</b>
7.1.	Lieux d'exécution .....	14
7.2.	Assurance qualité des fournitures (AQF).....	14
7.3.	Opérations de vérification .....	14
7.4.	Forme des notifications et communication .....	15
<b>Article 8.</b>	<b>Garantie .....</b>	<b>17</b>
8.1.	Garantie des prestations du lot n°1 .....	17
8.2.	Garantie des prestations du lot n°2 .....	17
<b>Article 9.</b>	<b>Obligations particulières .....</b>	<b>18</b>
9.1.	Contrôle des coûts de revient.....	18
9.2.	Stipulations à mettre en œuvre par le titulaire.....	18
9.3.	Application des résultats de l'enquête .....	19
9.4.	Stipulations applicables en cas de travaux effectués dans un organisme de la Défense	19
<b>Article 10.</b>	<b>Clauses administratives diverses .....</b>	<b>20</b>
10.1.	Résiliation .....	20
10.2.	Opérateur économique en difficulté sur le plan judiciaire .....	21
10.3.	Recours gracieux et amiable.....	21
10.4.	Tribunal compétent .....	22
<b>Annexe I : Échéanciers de demande d'acomptes .....</b>		<b>23</b>
<b>Annexe II. : Codification OTAN – Lot 2 .....</b>		<b>24</b>

<b>Article 1. Documents contractuels</b>
--

Le présent accord-cadre est régi par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- 1. l'acte d'engagement (modèle ATTRI1 adapté)
- 2. le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes et les CCAP issus des marchés subséquents ;
- 3. le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes et les CCTP issus des marchés subséquents ;
- 4. Le cahier des clauses administratives communes (CAC) Armement, décision n°01D22010532/ARM/DGA/DO du 18/02/2022 relative au cahier des clauses administratives communes « Armement », version 3, du 14 janvier 2022.
- 5. l'arrêté du 20 décembre 2000, définissant le cadre général dans lequel sont déterminés les couts et les couts de revient des prestations des sociétés intervenant dans le domaine aéronautique et spatial et les domaines des télécommunications et de la construction électronique et pouvant être utilisé pour tout autre secteur ;
- 6. l'offre technique et financière du marché subséquent concerné.

<b>Article 2. Objet et validité de l'accord-cadre</b>
---

#### **4.4.1. Objet de l'accord-cadre**

Le présent accord-cadre à marchés subséquents a pour objet le renouvellement du parc des cabines de peinture et des laboratoires de préparation au profit du maintien en condition opérationnelle des matériels terrestres (MCO-T).

Cet accord-cadre a pour but d'établir les termes selon lesquels seront passés les marchés subséquents qui en découleront

Le présent accord-cadre est alloté en deux lots définis ci-après ;

**Lot n°1 :** Démantèlement (démontage et enlèvement) des cabines de peintures existantes et de laboratoires de préparation au profit du maintien en condition opérationnelle des matériels terrestres (MCO-T)

**Lot n°2 :** Acquisition et installation des cabines de peinture et des laboratoires de préparation au profit du maintien en condition opérationnelle des matériels terrestres (MCO-T)

Ces deux lots seront attribués séparément.

L'accord-cadre est multi-attributaires pour les deux lots.

#### **4.4.2. Durée de validité de l'accord-cadre**

La durée de validité de l'accord-cadre est de sept (7) ans à compter de la date de sa notification.

Les marchés subséquents pourront être notifiés jusqu'au dernier jour de la validité de l'accord-cadre.

Cependant, la durée d'exécution de ces marchés subséquents ne peut excéder le délai d'exécution le plus long mentionné dans leur table de prix.

#### 4.4.3. Etendue de l'accord-cadre

Les marchés subséquents issus de cet accord-cadre seront des marchés subséquents ordinaires (à quantités fixes).

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations et/ou livrer les fournitures suivant les lots et postes définis ci-dessous :

#### **Lot n° 1 : Démantèlement (démontage et enlèvement) de cabines de peinture existantes et des laboratoires de préparation au profit du maintien en condition opérationnel des matériels terrestres (MCO-T)**

Poste	Sous-poste	Intitulé
1		Démontage, enlèvement de cabines de peinture et élimination des déchets
	1.1	Démontage, enlèvement de grandes cabines de peinture et élimination des déchets.
	1.2	Démontage, enlèvement de moyennes cabines de peinture et élimination des déchets.
	1.3	Démontage, enlèvement de petites cabines de peinture et élimination des déchets.
2		Démontage, enlèvement de laboratoires de préparation et élimination des déchets

#### **Lot n°2 : Acquisition et installation des cabines de peintures et de laboratoires de préparation au profit du maintien en condition opérationnel des matériels terrestres (MCO-T)**

Poste	Sous-poste	Intitulé
1		Fourniture, installation, essais, mise en service de cabines de peinture de type industriels et formation des utilisateurs
	1.1	Fourniture, installation, essais, mise en service de grandes cabines de peinture de type industriels et formation des utilisateurs
	1.2	Fourniture, installation, essais, mise en service de moyennes cabines de peinture de type industriels et formation des utilisateurs
	1.3	Fourniture, installation, essais, mise en service de petites cabines de peinture de type industriels et formation des utilisateurs
2		Fourniture, installation, essais, mise en service de laboratoires de préparation

**Article 3.      Modalité de détermination des prix des marchés subséquents****3.1.    Nature des prix**

Les prix du poste n°1 et du poste n°2 du lot n°1 sont forfaitaires et initiaux définitifs.  
Les prix des postes n°1 et n°2 du lot n°2 sont unitaires et initiaux définitifs.

**3.2.    Unité monétaire**

Les prix sont établis en euros.

**3.3.    Date d'établissement des prix**

La date d'établissement des prix pour les marchés subséquents est la date de réception de la meilleure et dernière offre remise.

**3.4.    Régime des prix**

Les prix du poste n°1 et du poste n°2 des lots n°1 et n°2 sont actualisables

Si le délai compris entre la date d'établissement des prix et celle du commencement de l'exécution des prestations est supérieur à trois mois, les prix seront actualisés à une date antérieure de trois mois à la date de notification de l'ordre de service du marché subséquent portant date de début d'exécution des prestations, à l'aide des formules ci-dessous :

Liquidation de l'actualisation des postes du lot n°1 :

$$P = P0 \left[ 0,50 \left( \frac{ICA - DE}{ICA - DE0} \right) + 0,30 \left( \frac{IPPI}{IPPI0} \right) + 0,20 \left( \frac{ICHT - revTS}{ICHT - revTS0} \right) \right]$$

Dans laquelle :

- P = prix actualisé hors taxes, remise déduite ;
- P0 = prix initial hors taxes, figurant sur le table de prix de base ;
- ICA-DE = Indice de chiffre d'affaires – Marché intérieur et export – démantèlement d'épaves (NAF rév.2, niveau classe, poste 38.31) – identifiant INSEE 010772338 ;
- IPPI = Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 38.00 – Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération de matériaux – identifiant INSEE : 010764301 ;
- ICHT-revTS = indice du coût horaire du travail tous salariés dans les industries mécaniques et électriques – identifiant INSEE 1565183

Liquidation de l'actualisation des postes du lot n°2 :

$$P = P0 \left[ 0,60 \left( \frac{IPPI}{IPPI0} \right) + 0,40 \left( \frac{ICHT - revTS}{ICHTrevTS0} \right) \right]$$

Dans laquelle :

- P = prix actualisé hors taxes, remise déduite ;
- P0 = prix initial hors taxes, figurant sur le table de prix de base ;
- IPPI = Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 33.20 – Installation de machines et d'équipements industriels – identifiant INSEE : 010765048
- ICHT-revTS = indice du coût horaire du travail tous salariés dans les industries mécaniques et électriques – identifiant INSEE 1565183

Les indices figurant aux dénominateurs représentent les valeurs lues le mois correspondant à la date d'établissement des prix.

Les indices figurant aux numérateurs représentent les valeurs lues trois mois avant la date de notification de l'ordre de service du marché subséquent portant date de début d'exécution des prestations.

Le coefficient ainsi obtenu sera arrondi au millième supérieur.

Les prix actualisés seront introduits au marché subséquent par la notification d'un ordre de service.

Les valeurs des indices sont à relever sur le site internet de l'INSEE.

<b>Article 4. Conditions de paiement des marchés subséquents</b>
--

#### **4.1. Avance**

Le paiement de l'avance intervient, sans formalité, dans le délai de trente (30) jours, à partir de la date de notification de l'acte emportant commencement d'exécution des prestations, pour chaque marché subséquent ouvrant droit.

##### **4.1.1. Base de calcul de l'avance**

L'acheteur accorde une avance au titulaire d'un marché subséquent lorsque le montant initial du marché subséquent est supérieur à 250 000€ HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à trois mois. Lorsque le titulaire est une PME au sens de l'article R. 2351-12, une avance est versée lorsque le montant initial du marché subséquent est supérieur à 50 000€ HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Si la durée du marché subséquent est inférieure ou égale à douze mois, elle est de 5% (30% pour les PME) du montant initial TTC du marché subséquent.

Si la durée du marché subséquent est supérieure à douze mois, elle est de 5% (de 30% pour les PME) d'une somme égale à douze fois le montant initial TTC du marché subséquent divisé par sa durée exprimée en mois.

##### **4.1.2. Remboursement de l'avance**

Au cas où elle a été versée, le remboursement de l'avance, s'impute par précompte sur les sommes dues à titre d'acompte, de règlement partiel définitif ou de solde, selon les modalités suivantes :

- Le remboursement de l'avance peut commencer à l'initiative de l'administration dès la première demande de paiement quel que soit le montant de l'avance consenti.
- Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant toutes taxes comprises du montant TTC du marché subséquent.

#### **4.2. Acompte**

Le titulaire du marché subséquent recevra des acomptes sur sa demande écrite. L'échéancier de demande d'acompte figure en annexe I au CCAP du présent accord-cadre.

Le titulaire du marché subséquent devra adresser chaque demande de versement d'acomptes, indiquant la nature et l'importance des opérations effectuées, faisant apparaître le montant de la TVA et le montant toutes taxes comprises par voie dématérialisée à l'officier de pilotage du soutien (OPS).

Le titulaire précisera sur la facture d'acompte :

- la référence de la décision d'autorisation de paiement d'acompte (DAPA) signée de l'administration,
- la part revenant au titulaire et celle revenant au(x) sous-traitant(s) le cas échéant.

Le service exécutant procédera au paiement au vu de la décision d'autorisation de paiement d'acompte (DAPA) signée.

### **4.3. Solde**

#### **4.3.1. Généralité**

Le solde de chaque lot de liquidation financière sera payé après réception de l'ensemble des prestations correspondantes.

Le titulaire du marché subséquent établira la facture par lot de liquidation financière au montant correspondant à la prestation à laquelle elle se rapporte sans déduction de l'avance et/ou de l'acompte versé.

Le service exécutant qui assure le suivi de ces montants appliquera les déductions relatives à l'avance, aux acomptes et aux éventuelles pénalités précomptées avant de procéder à la mise en paiement.

En cas de paiement indu, un titre de perception sera émis.

#### **4.3.2. Définition des lots de livraison et de liquidation financière**

Pour les postes n°1 et 2 des lots n°1 et 2, celui-ci constitue un seul lot de livraison et de liquidation financière. Chaque poste comporte plusieurs livrables mentionnés dans le CCTP.

### **4.4. Conditions d'envoi des factures**

#### **4.4.1. Transmission des factures par voie dématérialisée**

Les articles L.2392-1 à L.2392-4 du CCP imposent aux titulaires et aux sous-traitants admis au paiement direct des contrats conclus par l'État de transmettre à l'administration leur facture sous format électronique.

Le titulaire qui le souhaite pourra prendre préalablement contact avec le service exécutant de la dépense (SDBFC/BFIN), afin de garantir une bonne mise en œuvre du processus transmission des factures par voie dématérialisée, par mail à l'adresse suivante :

[simmt-sdbfc-se.accueil.fct@intradef.gouv.fr](mailto:simmt-sdbfc-se.accueil.fct@intradef.gouv.fr)

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue au moyen d'une solution mutualisée dénommée « Chorus Pro ». Le titulaire devra adresser sa facture par le biais du portail public de facturation <https://chorus-pro.gouv.fr/>

L'État met à disposition des émetteurs de factures au travers de Chorus Pro les informations suivantes relatives au statut de traitement de leurs factures :

- 1° La mise à disposition du destinataire ;
- 2° La comptabilisation ;
- 3° Le rejet ;
- 4° La transmission du fichier de virement correspondant à la mise en paiement de la facture.



#### **4.4.2. Mentions obligatoires**

L'exemplaire original de la facture doit faire apparaître distinctement, outre les mentions légales (SIRET, numéro de compte bancaire (IBAN) identiques à ceux indiqués dans l'acte d'engagement), et conformément au décret 2019-748 du 18 juillet 2019, les indications suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- Le numéro du marché subséquent auquel elle se réfère ;
- Le numéro d'Engagement juridique (E.J) du marché auquel elle se réfère ;
- Le ou les numéros de postes, sous-postes, lots, numéro de nomenclature de la fourniture ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement : D1816JM078
- Le numéro SIRET de l'État (11 0002011 000 44) ;
- L'établissement destinataire. La date de livraison des fournitures ou d'exécution des prestations ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire HT des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total de la facture en euros HT et TTC ;
- Le ou les taux et montants de la TVA ;
- La mention du fondement juridique de l'exonération de la TVA le cas échéant ;
- Les références du compte bancaire du titulaire ;
- La mention de la domiciliation du titulaire ;
- Le n° identification TVA du titulaire ;
- La mention d'un avoir le cas échéant.

Les factures seront obligatoirement accompagnées de la preuve de prestation réalisée, matérialisée par la ou les décisions de réception et le cas échéant de l'autorisation de livraison fractionnée ou anticipée.

#### **4.5. Délai global de paiement**

Lorsque la facture ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, le délai de paiement peut être interrompu par le rejet de la facture. Le Titulaire est informé du motif du rejet via CHORUS-pro et des éléments nécessaires à la mise en conformité de sa facture. Un nouveau délai de paiement commence à la réception de la facture mise en conformité.

##### **4.5.1. Avance**

L'avance telle que définie à l'article 4.1 ci-dessus sera payée sans formalité dans un délai de trente jours à compter de :

- la date de notification de l'ordre de service fixant la date de début d'exécution des prestations pour les postes n°1 et 2 des lots n°1 et n°2.

#### **4.5.2. Acomptes, paiements partiels définitifs et solde**

Le délai maximal ouvert à l'administration pour procéder au paiement est fixé à trente jours à compter :

- pour les acomptes, de la date la plus tardive entre la date de réception de la facture d'acompte et la date d'ouverture de droit à acompte, constatée dans la DAPA lorsque celle-ci est exigée, dans Chorus-pro accompagnées des justifications définies à l'article 4.2 ci-dessus ;
- pour tout paiement partiel définitif et/ou tout solde, de la date de réception de la facture correspondante dans Chorus-pro.

<b>Article 5. Délais des marchés subséquents des lots n°1 et 2</b>
--

#### **5.1. Délais**

Les délais des postes de chaque lot sont précisés à la table de prix du marché subséquent concerné.

Le délai d'exécution des marchés subséquents ne pourra excéder le délai le plus long fixé dans la table de prix des marchés subséquents.

#### **5.2. Date de début d'exécution**

La date de début d'exécution des prestations de chaque marché subséquent sera déclenchée par un ordre de service.

La date de début d'exécution de la formation des utilisateurs, incluse dans les postes n°1 et n°2 du lot 2, aura lieu dans le mois suivant la décision de réception des cabines de peinture et des laboratoires de préparation.

#### **5.3. Définition des délais**

Les délais prévus au marché subséquent ne comprennent pas les périodes suivantes qui seront neutralisées :

- le mois d'août ;
- la période du 24 décembre au 2 janvier de chaque année.

#### **5.4. Prolongation du délai d'exécution – sursis**

Pour la mise en œuvre des stipulations de l'article 26 du CAC Armement, le titulaire devra faire la demande, accompagnée de tous justificatifs probants (notamment la date d'apparition de la cause avec ses pièces justificatives), au chef du bureau de la réglementation et exécution des contrats (SIMMT/SDO/DDC/BREC).

#### Prolongation de délai (en cas de retard de l'administration ou en cas de force majeure)

Le titulaire devra signaler les causes du retard qui incombent à l'autorité signataire de l'accord-cadre ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, dans le délai prescrit à l'article 26 du CAC Armement au chef du bureau de la réglementation et exécution des contrats (SIMMT/SDO/DDC/BREC).

Cette demande doit être établie dès que les répercussions des causes de retard sur le délai d'exécution peuvent être déterminées, et en tout état de cause avant expiration du délai d'exécution, accompagnée de tous justificatifs probants (notamment la date d'apparition de la cause avec ses pièces justificatives).

La décision en matière de prolongation du délai d'exécution et de sursis sera prononcée par le Représentant.

Le silence conservé par l'administration pendant 2 mois à compter de la réception de la demande formulée par le titulaire vaut décision de rejet.

#### **4.4.4. Pénalités de retard**

Lorsque les délais contractuels définis dans le marché subséquent sont dépassés, le titulaire encourt des pénalités calculées selon les modalités suivantes :

**Par dérogation à l'article 27.1 du CAC Armement, pour les postes n°1 et 2 des lots n°1 et 2 :**

$P = (V \times R) / 1000$  dans laquelle :

P = montant des pénalités,

R = le nombre de jours de retard,

V = valeur (HT) des fournitures ou des prestations livrées en retard ou résiliées, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix, de la partie des prestations en retard, résiliée ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable, R = nombre de jours de retard.

Pour les postes n°1 et 2 des lots n°1 et n°2, le calcul des pénalités de retard débute à compter de la notification de l'ordre de service qui détermine le début d'exécution des prestations par le titulaire.

Ces pénalités, réputées initialement provisoires, pourront être précomptées sans formalité préalable au moment du règlement de la facture.

Le montant des pénalités calculé ne sera pas arrondi.

L'état portant décompte des pénalités est adressé au titulaire du marché subséquent au solde du lot de liquidation.

Par dérogation à l'article 27.3 du CAC Armement, passé un délai de trente jours à compter du lendemain de la notification de l'état portant décompte des pénalités, le titulaire est réputé, par son silence, en avoir accepté le montant.

La décision en matière de pénalités est prononcée par le Représentant. Les observations éventuelles que le titulaire entend formuler sur lesdites pénalités doivent être adressées, accompagnées de tous justificatifs probants, au chef du BREC de la SIMMT/SDO/DDC.

### **6.1 Généralités**

La conclusion des marchés passés sur le fondement du présent accord-cadre sera réalisée lors de la survenance du besoin, après mise en concurrence entre les titulaires de l'accord-cadre.

Ces marchés seront à quantités fixes-

Le titulaire de l'accord-cadre devra soumissionner pour chaque consultation du lot (des lots) pour le(s)quel(s) il est titulaire.

Il soumissionnera soit en proposant des offres fermes, soit en justifiant de la non-proposition d'offre.

Chaque marché subséquent relatif à un lot sera attribué à l'offre ayant obtenue la meilleure note après application des critères de notation des offres qui seront indiqués dans le règlement de consultation de chaque marché subséquent.

Le dossier de consultation des marchés subséquents comprendra :

- une lettre de consultation ;
- un règlement de consultation mentionnant la date limite de remise des offres, les modalités de remise des offres ainsi que les critères d'attribution et leur pondération.
- un acte d'engagement et ses annexes ;
- un cahier des clauses techniques particulières adapté à chaque marché subséquent.

### **6.2 Respect des engagements indiqués dans l'accord-cadre**

Les candidats devront respecter les engagements pris dans l'accord-cadre, notamment :

- l'engagement relatif au niveau de traçabilité des déchets
- l'engagement que les cabines de peinture soient des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)

En cas de non-respect d'un de ces engagements, un courrier demandant la rédaction d'une nouvelle offre conforme à ses engagements indiqués dans l'accord-cadre sera adressé à la société soumissionnaire. En cas de refus, l'offre sera éliminée pour la consultation du marché subséquent.

### **6.3 Visite des sites où seront exécutés les prestations des marchés subséquents**

Lors de l'envoi de la lettre de consultation pour la passation d'un marché subséquent, le titulaire de l'accord-cadre devra obligatoirement visiter le (les) site(s) où seront exécutées les prestations du marché subséquent.

Cette visite doit permettre au titulaire d'appréhender au mieux les besoins de l'administration, en visualisant les spécificités relatives à la configuration des sites concernés et en constatant l'étendue des prestations à réaliser dans le cadre du marché subséquent concerné.

La période pendant laquelle le titulaire devra effectuer cette visite commence le lendemain de l'accusé de réception de la lettre de consultation via le site de la PLACE et se termine à la date limite de remise des offres pour le marché subséquent concerné.

Le titulaire de l'accord-cadre devra prendre rendez-vous au moins deux semaines avant sa venue auprès du représentant du site visité dont les coordonnées ainsi que les modalités d'entrée sur le site, seront indiquées dans la lettre de consultation de chaque marché subséquent.

Les visites seront possibles tous les jours ouvrés de la semaine à l'exception du vendredi après-midi.

#### **6.4 Aléas techniques**

Conformément à l'article R.2372-19 du CCP, des fournitures ou services non mentionnés à la table de prix pourront être acquis en cours d'exécution des marchés subséquents selon les modalités suivantes.

Lorsqu'un besoin nouveau apparaîtra, le titulaire transmettra son devis au Bureau des marchés de la SIMMT/SDO/DDC dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la réception de la demande. Ce devis fera l'objet d'une négociation.

L'achat de ces fournitures ou services sera réalisé par avenant et sera limité à 15 % du montant du marché subséquent pour les lots n°1 et 2.

<b>Article 7. Conditions d'exécution des marchés subséquents</b>
--

### **7.1. Lieux d'exécution**

Les prestations des lots n°1 et n°2 seront exécutées sur des sites militaires situés en France métropolitaine (comprenant la Corse). Ces emprises militaires seront indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de chaque marché subséquent.

### **7.2. Assurance qualité des fournitures (AQF)**

#### **7.2.1. Généralités**

L'assurance qualité des fournitures (AQF) est le processus par lequel l'autorité compétente s'assure de la satisfaction des exigences contractuelles en matière de qualité ; ce processus est défini dans le CAC Armement (article 20).

#### **7.2.2. Autorité responsable de l'AQF**

L'autorité responsable de l'assurance qualité des fournitures est la SIMMT/DCE/BMRTP/AQF assistée de la SIMMT/DP avec l'assistance éventuelle d'autres organismes/représentants étatiques/privés.

#### **7.2.3. Exercice de l'AQF**

Les dispositions générales relatives à l'exercice de l'assurance qualité des fournitures sont stipulées à l'article 20 du CAC Armement.

Les dispositions particulières relatives à l'exercice de l'assurance qualité des fournitures sont stipulées dans le CCTP.

#### **7.2.4. Matériels susceptibles de présenter des non-conformités décelées sur des matériels identiques après réception**

Lorsque des produits sont susceptibles de présenter des non-conformités analogues à celles rencontrées sur des produits déjà réceptionnés, il est de la responsabilité du titulaire d'effectuer toute action corrective ou préventive susceptible de résoudre la non-conformité avant la présentation aux opérations de vérification et d'apporter la preuve à la personne publique des actions effectuées.

### **7.3. Opérations de vérification**

#### **7.3.1. Opérations de vérification**

Les opérations de vérifications sont détaillées dans le CCTP de l'accord cadre pour chaque lot.

Elles seront effectuées par l'administration via le représentant du site du marché subséquent concerné, objet du marché. Un certificat de réception des prestations sera établi afin d'attester des opérations de vérifications à la fin de toute intervention.

#### **7.3.2. Autorité chargée de la décision et délai de notification de la décision**

Conformément aux stipulations de l'article 31 du CAC Armement, pour chaque marché subséquent, le Représentant prononcera la décision et disposera du délai indiqué dans le tableau ci-dessous à compter de la date de présentation aux opérations de vérification pour notifier sa décision.

Lot 1 : Démantèlement (démontage et enlèvement) des cabines de peinture existantes et de laboratoires de préparation au profit du maintien en condition opérationnelle des matériels terrestres (MCO-T)

Postes	Sous - postes	Article du CCTP listant les livrables à fournir par le titulaire*	Personne habilité à réaliser les opérations de vérification	Délais des opérations de vérification et de notification de la décision
1	1.1	Article 7.4 du CCTP	SIMMT/SDO/MT	30 jours calendaires
	1.2			
	1.3			
2				

Lot 2 : Acquisition et installation de cabines de peinture et de laboratoires de préparation au profit du maintien en condition opérationnelle des matériels terrestres (MCO-T)

Postes	Sous - postes	Article du CCTP listant les livrables à fournir par le titulaire*	Personne habilité à réaliser les opérations de vérification	Délais des opérations de vérification et de notification de la décision
1	1.1	Articles 10 à 10.3 et 12 du CCTP	SIMMT/SDO/MT	30 jours calendaires
	1.2			
	1.3			
2				

*\*ces livrables seront précisés dans les documents contractuels des marchés subséquents.*

A l'issue des opérations de vérification, le Représentant prend une décision de réception, réception partielle, réception avec réserves, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 31 du CAC Armement. Cette décision est transmise au titulaire afin qu'il puisse procéder à l'envoi des factures.

Durant le délai compris entre la date réelle de livraison et la date effective de réception, l'administration assumera à l'égard des fournitures stockées la responsabilité du dépositaire.

Par dérogation aux articles 31.6 et 31.7 du CAC Armement, l'absence de nouvelle décision du Représentant dans le délai de 30 jours vaut refus des observations du titulaire et emporte maintien de la décision initiale de réception avec réfaction ou de rejet. A l'issue de ce délai de 30 jours et dans le délai de 2 mois, le titulaire pourra alors introduire une réclamation selon les formes prévues à l'article 84 du CAC armement et selon les modalités de l'article 10.3 du CCAP.

#### **7.4. Forme des notifications et communication**

La notification du présent accord cadre est réputée avoir lieu à la date de l'accusé de réception postale ou, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur sur PLACE, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique.

La notification des actes contractuels (actes modificatifs, ordres de service, bons de commande, marchés subséquents) décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception ou de son envoi. Cette notification peut être faite par le biais du profil d'acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à leur siège social, sauf si ces documents leur font obligation de domicile en un autre lieu. En cas de groupement, la notification est transmise au mandataire pour l'ensemble du groupement.

Pour les notifications et communications sur support physique (voie postale, remise contre récépissé), la date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur l'accusé de réception postale ou le récépissé sont considérées comme celles de la notification. Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de l'envoi du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'horodatage délivré par l'application informatique.



<b>Article 8. Garantie</b>
----------------------------

**8.1. Garantie des prestations du lot n°1**

Pour les postes n°1 et 2 du lot n°1, la garantie technique est une garantie de bonne exécution qui s'exercera dans les conditions de l'article 34.2.1 du CAC Armement. Elle constitue une obligation de moyens.

La durée de cette garantie est d'un an à compter de la date de réception des postes n°1 et 2 du lot n°1.

**8.2. Garantie des prestations du lot n°2**

Pour les postes n°1 et 2 du lot n°2, la garantie technique est une garantie de bon fonctionnement, qui s'exercera dans les conditions de l'article 34.2.2 du CAC Armement. Elle constitue une obligation de résultat.

La durée de la garantie technique est de vingt-quatre mois minimum à compter de la date de réception des postes n°1 et 2 du lot n°2.

En cas d'appel à la garantie technique, le titulaire du marché subséquent s'engage à remettre en état l'équipement défaillant dans un délai de 48 heures à compter de la date de réception de l'avis d'appel à la garantie.

<b>Article 9. Obligations particulières</b>
---

### **9.1. Contrôle des coûts de revient**

Pour l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est soumis aux obligations prévues par l'arrêté du 20 décembre 2000 définissant le cadre général dans lequel sont déterminés les coûts de revient des prestations des sociétés intervenant dans le domaine aéronautique et spatial et les domaines des télécommunications et de la construction électronique (JO du 29 décembre 2000), par les articles L.2396-3, L.2396-4 et R.2396-3, R.2396-4 et R.2396-5 du CCP.

Il est notamment tenu de se soumettre à un éventuel contrôle des coûts de revient en application des stipulations de l'article 7 du CAC Armement.

Les obligations comptables pour l'exécution de ce contrôle sont celles énoncées dans l'arrêté précité, définissant la nature des informations à fournir à l'administration en vue de procéder au contrôle des coûts.

Le titulaire s'engage à effectuer l'enregistrement de ses coûts et le suivi de l'affaire conformément au dispositif présenté dans son descriptif comptable établi conformément aux articles 5 et 6 de l'arrêté du 20 décembre 2000 cité ci-dessus, selon la décomposition par poste prévue dans l'accord-cadre.

### **9.2. Stipulations à mettre en œuvre par le titulaire**

Lorsque le titulaire est soumis à un contrôle du prix de revient, il est tenu de remettre, à la demande du pouvoir adjudicateur, tous renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations objet de l'accord-cadre. Il s'engage à permettre et à faciliter aux personnes habilitées la vérification sur pièces ou sur place des documents ainsi fournis.

Le titulaire conserve tous les documents et données comptables permettant de déterminer les coûts de revient complets des prestations au moins cinq ans à compter de la date de fin d'exécution du contrat.

#### **9.2.1. Stipulations à mettre en œuvre en cas de non-respect des obligations du présent article.**

Si le titulaire ne fournit pas, dans les délais fixés par la lettre du pouvoir adjudicateur signifiant la décision d'exercer le contrôle du coût de revient, les renseignements demandés ou fournit des renseignements inexacts, le Représentant peut, après mise en demeure restée sans effet, décider la suspension des paiements à intervenir dans la limite du dixième du montant de l'accord-cadre.

Après nouvelle mise en demeure infructueuse, si les insuffisances ne sont pas corrigées dans un délai de six mois à compter de la date de la lettre précitée, cette retenue peut être transformée en pénalité définitive par décision du pouvoir adjudicateur, indépendamment de la résiliation éventuelle pour faute du titulaire dans les conditions fixées à l'article 10.1.1 du présent CCAP.

Dans l'hypothèse où la liquidation du dernier poste de l'accord-cadre serait effectuée, le pouvoir adjudicateur pourra émettre un titre de perception d'un montant égal à 10% du montant concerné de l'accord-cadre.

#### **9.2.2. Stipulations à mettre en œuvre en cas de sous-contractant**

Conformément à l'article R.2396-5 du CCP, le titulaire s'engage à répercuter à ses sous-contractants les stipulations du présent article, afin que les obligations correspondantes leur soient applicables. Le titulaire reste responsable du respect de celles-ci.

Le titulaire ne peut pas être tenu responsable de la fourniture de renseignements erronés de la part des sous-contractants.

### **9.3. Application des résultats de l'enquête**

Le titulaire s'engage à prendre comme base de négociation les résultats d'une enquête de coûts en cas d'avenant ou si une consultation pour un contrat ultérieur pour la même prestation devait être engagée dans les 12 mois qui suivent la fin de validité du présent accord-cadre.

### **9.4. Stipulations applicables en cas de travaux effectués dans un organisme de la Défense**

#### **9.4.1. Clause relative aux mesures de sécurité pour l'accès aux sites militaires dans le cadre de l'exécution des marchés publics**

Dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire de l'accord-cadre est tenu de se conformer au règlement intérieur et aux modalités d'accès du site visité et de se mettre en relation avec l'officier de sécurité concerné pour intervenir sur un site militaire conformément à l'article 6.2 du CAC Armement. Pour accéder à une zone protégée, le titulaire de l'accord-cadre doit demander un contrôle primaire (CPr) auprès de la Direction du Renseignement et de la Sécurité de la Défense (DRSD) y compris pour ses sous-traitants.

Les délais de retour d'avis du CPr sont, en moyenne, de 4 semaines (sauf investigations supplémentaires par l'enquêteur de la DRSD).

L'officier sécurité du site visité, au vu du CPr présenté par le titulaire de l'accord-cadre, peut accepter ou refuser l'entrée du personnel du titulaire du marché ou de ses sous-traitants dans sa zone protégée.

Si le personnel du titulaire de l'accord-cadre ou de ses sous-traitants doit être habilité pour un niveau SECRET ou TRES SECRET, le titulaire de l'accord-cadre est responsable de l'établissement d'un certificat de sécurité (du niveau de la mission) qu'il doit transmettre à l'officier sécurité du site visité. Pendant toute la durée de l'exécution de l'accord-cadre, l'administration se réserve le droit, sans en justifier les motifs, de demander le remplacement d'un personnel qui ne répondrait pas aux critères de sécurité des services de la protection du secret de la défense nationale ou qui aurait contrevenu au règlement intérieur.

Une demande de l'habilitation confidentielle défense pourra être faite, si l'objet d'un marché subséquent le nécessite.

#### **9.4.2. Prévention et conditions de travail**

Le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions de l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense, et s'engage, pour ce qui le concerne, à s'y conformer.

Le titulaire souscrit une police d'assurance couvrant les risques dont il pourrait être tenu responsable dans les conditions du droit commun notamment dans ses interventions au sein des installations de l'administration.

Le titulaire établit obligatoirement un plan de prévention préalable avec le chargé de prévention de chaque site où il est chargé d'intervenir.

Le personnel du titulaire respecte le code du travail et est détenteur des habilitations techniques pour employer les équipements nécessaires.

Le titulaire est responsable des matériels qu'il entrepose sur un site de l'administration.

<b>Article 10.      Clauses administratives diverses</b>
--

**10.1.      Résiliation**

L'autorité signataire de l'accord-cadre peut mettre fin à l'exécution en tout ou partie des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre avant l'achèvement de celles-ci.

**10.1.1.   Résiliation aux torts du titulaire**

L'autorité signataire de l'accord-cadre peut résilier l'accord-cadre ou un marché subséquent en tout ou partie, aux torts du titulaire dans les cas prévus à l'article 37 du CAC Armement.

Indépendamment des pénalités, calculées conformément aux dispositions propres à chaque marché subséquent applicables pour les fournitures non livrées ayant fait l'objet d'une résiliation, il pourra être pourvu par l'administration à leur exécution aux frais et risques du titulaire.

Il en est ainsi en particulier lorsque le titulaire fait connaître que la fabrication des articles, objet de l'accord-cadre, est abandonnée.

Outre la procédure de résiliation qui sera entamée, le titulaire s'engage expressément à faire parvenir à la SIMMT/DDC /Bureau des marchés dans le délai maximal de trente jours à compter du constat de cet abandon toutes les spécifications techniques, plans de fabrication et notamment la raison sociale du fabricant pour les fournitures sous-traitées, permettant leur réalisation par l'administration ou par un tiers aux frais du titulaire défaillant. Le surcoût éventuel résultant de cette exécution pourra être mis à la charge du titulaire.

Conformément à l'article 37.3 du CAC Armement, la résiliation doit préciser que cette dernière est prononcée aux torts du titulaire.

**10.1.1.1.      Résiliation avec mise en demeure préalable**

L'autorité signataire de l'accord-cadre peut résilier tout ou partie de l'accord-cadre ou un marché subséquent aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, dans les cas visés à l'article 37.1 du CAC Armement.

La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. À défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

L'autorité signataire de l'accord-cadre peut résilier tout ou partie de l'accord-cadre aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, dans les cas visés à l'article 37.1 du CAC Armement.

La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. À défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

**10.1.1.2.      Résiliation sans mise en demeure préalable**

L'autorité signataire de l'accord-cadre peut résilier en tout ou partie l'accord-cadre ou du marché subséquent aux torts du titulaire sans mise en demeure préalable dans les cas visés à l'article 37.2 du CAC Armement.

### **10.1.2. Résiliation pour motif d'intérêt général**

L'autorité signataire de l'accord-cadre peut résilier l'accord-cadre ou un marché subséquent, en tout ou partie, pour motif d'intérêt général.

Dans le cadre de la résiliation pour motif d'intérêt général, par dérogation à l'article 36 du CAC Armement, il incombe au titulaire d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de la partie de l'indemnité relative à la part des dépenses éventuellement engagée pour l'accord-cadre et strictement nécessaire à son exécution qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées, dans un délai de 15 jours après la notification du préavis de résiliation de l'accord-cadre. La décision de résiliation mentionnera, le cas échéant, le montant de l'indemnité de résiliation par application des dispositions de l'article 36.2-b-2° à 5° du CAC Armement.

### **10.1.3. Autre cas de résiliation**

L'autorité signataire de l'accord-cadre peut résilier en tout ou partie l'accord-cadre dans les cas prévus à l'article 40 du CAC Armement.

### **10.1.4. Décompte de résiliation**

Par dérogation aux articles 11.6 et 35.4 du CAC Armement, lorsque le marché est résilié, la notification du décompte de résiliation au titulaire survient après que l'administration a opéré le solde dudit marché.

## **10.2. Opérateur économique en difficulté sur le plan judiciaire**

Tout opérateur économique en difficulté sur le plan judiciaire doit, par l'intermédiaire de son représentant, de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur désigné, adresser à la SIMMT/DDC/BREC, dans les quinze (15) jours qui suivent la décision de justice, une copie de tous actes judiciaires relatifs au jugement de faillite personnelle, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire ainsi qu'une copie de tous documents afférents aux autorisations de poursuite d'activités du titulaire, dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

## **10.3. Recours gracieux et amiable**

Le titulaire et le Représentant s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord cadre ou à l'exécution des prestations objet du marché subséquent.

Les dispositions ci-dessous s'appliquent aux décisions susceptibles d'un recours administratif / d'une réclamation qui doit faire l'objet de la part du titulaire d'un mémoire de réclamation selon la forme exigée à l'article 84 du CAC Armement.

Les délais et voies de recours figurent dans les décisions du Représentant. En l'absence de mention des voies de recours dans les décisions, le titulaire dispose d'un délai de deux mois suivant la notification de la décision pour soumettre ses observations dans un mémoire en réclamation auprès du chef du BREC, sous peine de forclusion.

A la réception dudit mémoire en réclamation, le service compétent de la SIMMT instruira la demande. A l'issue de l'instruction, une décision définitive est notifiée. Par dérogation à l'article 84.1 du CAC Armement, celle-ci est susceptible d'un recours devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai maximum de 2 mois.

Ce délai de recours est interrompu, conformément à la réglementation en vigueur, lorsque le titulaire saisit une autorité administrative de règlement amiable des litiges. Les parties peuvent en effet, à tout moment, recourir à un comité consultatif conformément aux dispositions de l'article R.2397-1 du Code de la commande publique

Dans tous les cas, le silence conservé par l'administration pendant 2 mois vaut décision de rejet de tout recours, réclamation ou demande formulé par le titulaire.

A l'issue de ce délai, et par dérogation à l'article 84.1 du CAC Armement, le titulaire dispose d'un délai de deux mois pour contester la décision de rejet tacite devant le tribunal compétent, sans préjudice des stipulations de l'article 84 du CAC Armement relatives à l'intervention du comité consultatif de règlement amiable et à la médiation du MINARM.

#### **10.4. Tribunal compétent**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Le Tribunal administratif compétent est celui de Versailles (78000), 56 avenue de Saint-Cloud.

### **Annexe I - Échéancier de demande d'acomptes concernant uniquement les PME**

(Entreprise dont l'effectif est inférieur à 250 employés et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros.)

Pour les postes des lots n°1 et 2:

<b>Délai d'exécution<sup>1</sup></b>	<b>T0+30 jours</b>	<b>T0+60 jours</b>	<b>T0+90 jours</b>	<b>T0+120 jours</b>	<b>T0+150 jours</b>	<b>T0+180 jours</b>	<b>T0+210 jours</b>	<b>T0+240 jours</b>	<b>T0+270 jours</b>
Postes 1 & 2	9 %	9%	9%	9%	9%	9%	9%	9%	8%

### **Échéancier de demande d'acomptes pour les non PME**

Pour les postes des lots n°1 et 2

<b>Délai d'exécution<sup>3</sup></b>	<b>T0+3 mois</b>	<b>T0+6 mois -1)</b>	<b>T0+9 mois (1)</b>
Postes 1 & 2	30%	30%	20%

---

<sup>1</sup> Entre deux délais, l'acompte sera calculé sur le délai immédiatement inférieur.

<sup>2</sup> T0 = à compter de la date notification de l'ordre de service fixant la date de commencement d'exécution des prestations du marché subséquent.

<sup>3</sup> Entre deux délais, l'acompte sera calculé sur le délai immédiatement inférieur.

## Annexe II. : Codification OTAN – Lot 2

Le présent appendice a pour objet de définir les obligations du titulaire en matière de fourniture et de recueil de données dans le domaine de la codification OTAN des cabines de peinture et des laboratoires de préparation.

Pour que l'administration puisse procéder aux opérations de codification, le titulaire de l'accord-cadre doit fournir les éléments techniques de définition des articles de ravitaillement objet du contrat, dans la limite d'une liste d'articles de ravitaillement qui lui sera remise par l'administration.

### Domaine d'application

La codification OTAN s'applique aux cabines de peinture et laboratoires de préparation conçus et installés par le titulaire, ses sous-traitants.

Tous les équipements objet du présent accord-cadre doivent faire l'objet d'une codification selon les règles du système OTAN de codification définies par la spécification CIMD ST 05-110.

### Documentation

Pour que l'administration puisse procéder aux opérations de codification, le titulaire du marché s'engage à lui fournir **gratuitement** la documentation des équipements objet du contrat. Le titulaire doit prendre les dispositions nécessaires à la transmission de la documentation provenant des sous-traitants ou fournisseurs. Le titulaire doit transmettre ou prendre les mesures nécessaires pour transmettre les informations de mise à jour concernant les modifications approuvées, les changements apportés à la conception ou aux dessins de tous les articles de ravitaillement.

Le titulaire doit inclure les termes de la présente clause ou un instrument contractuel équivalent dans tous les contrats de sous-traitance pour garantir la disponibilité de la documentation pour l'administration.

Si le titulaire a précédemment fourni la documentation aux fins de contrôle ou de codification pour l'un des articles couverts par le présent contrat à l'administration (Ministère des armées), il doit en faire état et indiquer à quel service il l'a fournie. Dans des conditions normales, l'administration n'exigera pas qu'il fournisse de nouveau la documentation déjà livrée.

Le contractant s'engage à tenir disponible, pendant une période de 10 ans après la livraison des matériels, la documentation nécessaire aux travaux de codification. La documentation est mise à disposition de l'administration dans les 15 jours suivant sa demande.

La documentation est rédigée en langue française, à défaut en langue anglaise. Elle inclut les dessins techniques, les spécifications, le nom des fabricants, les références des articles et s'il y a lieu, précise les restrictions d'approvisionnement (contrôle d'origine, contrôle de qualité).



L'organisme de la codification se réserve le droit de demander au fabricant primaire, l'exactitude de la documentation fournie, à cet effet, le titulaire doit prendre toutes les dispositions utiles pour qu'aucune difficulté ne soit rencontrée à l'occasion de cette demande.

**Confidentialité de la documentation**

Les organismes étatiques de contrôle qui reçoivent ou consultent la documentation ont la pleine responsabilité d'assurer la stricte observation des règles prévues à l'article 7.